

# LA GRANDE TRAQUE DES DJIHADISTES

*Depuis 2015, les services français mènent une guerre secrète sans merci pour éliminer de l'Etat islamique les djihadistes francophones qui continuent de constituer une menace, même après la chute de Mossoul et de Raqqa. Une politique de « neutralisation » assumée par le président Macron, comme son prédécesseur, et appliquée discrètement avec l'aide de forces alliées, américaines, irakiennes et kurdes.*

Par Vincent Nouzille



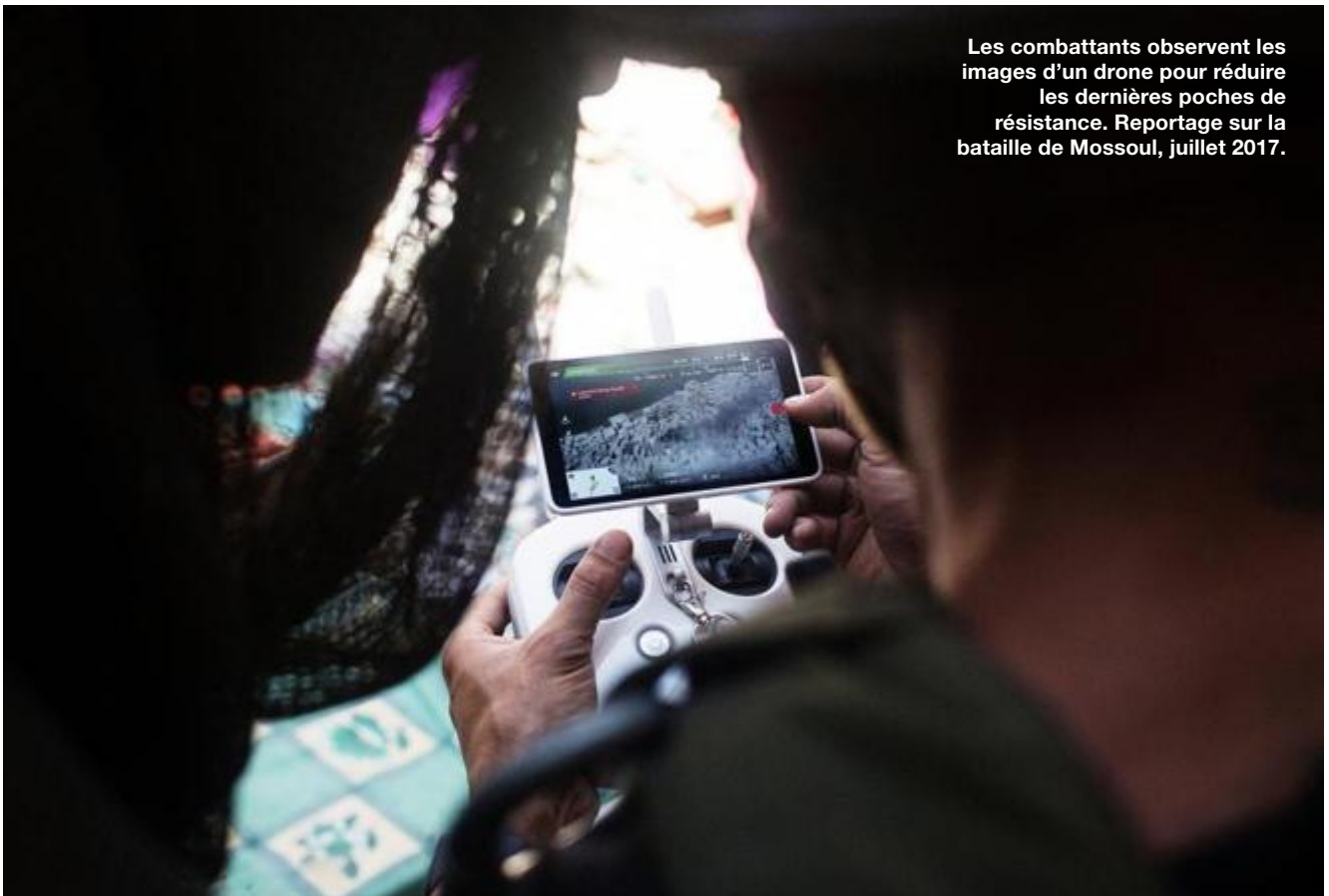
Des opérateurs du Commandement des opérations spéciales, dans la région de Mossoul, en Irak. Reportage sur les forces spéciales françaises, décembre 2016.

THOMAS GOISQUE POUR LE FIGARO MAGAZINE

Des drones ont été utilisés pour localiser des positions de l'Etat islamique près de Mossoul. Reportage sur les forces spéciales françaises, décembre 2016.



Les combattants observent les images d'un drone pour réduire les dernières poches de résistance. Reportage sur la bataille de Mossoul, juillet 2017.



Les soldats d'élite irakiens ont arrêté des centaines de djihadistes. Reportage sur la bataille de Mossoul, juillet 2017.



## En Irak, les forces spéciales ont contribué à localiser et à neutraliser des combattants français de l'Etat islamique

Où est passé Abdelilah Himich ? La question peut sembler hermétique au commun des mortels. Mais le sort de cet ex-légionnaire de Lunel, devenu un cadre dirigeant de l'organisation Etat islamique (EI), taraude une poignée de professionnels du renseignement français. Soupçonné d'avoir joué un rôle dans la planification des attentats de Paris en novembre 2015 et ceux de Bruxelles en mars 2016, Himich, a priori repéré en Syrie, semble s'être évanoui dans la nature depuis la fin de 2017. Tous les jours, les experts français font le point sur les informations qu'ils peuvent recueillir à son sujet, dans leurs bureaux situés au cœur de l'immeuble de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), à Levallois-Perret. Composée d'agents provenant de huit services de renseignement, intérieurs comme extérieurs, leur petite équipe, baptisée « Allat », du nom d'une déesse préislamique, a été créée durant l'été 2015 pour traquer les djihadistes français partis ou revenus de Syrie et d'Irak. Elle travaille en liaison avec une autre cellule interservices, nom de code Hermès,

pilotée par la Direction du renseignement militaire (DRM). Installée dans les sous-sols bunkerisés du centre de planification et de conduite des opérations (CPCO), au cœur du Balardgone, QG parisien du ministère de la Défense, Hermès prépare des « dossiers d'objectifs » pour l'état-major des armées.

### AU MOINS 300 FRANÇAIS TUÉS SUR PLACE

Parmi les quelque 1 700 noms qui figurent dans leurs fichiers, plus de 300 sont déjà revenus et suivis en France (*lire encadré*), une petite centaine ont été faits prisonniers sur place et au moins 300 auraient été tués. « *Le décompte des morts est imprécis, car il y a eu énormément de dégâts et les vérifications sont complexes* », précise un initié. Ce qui fait, a priori, encore plus d'un millier de Français « sur zone » au sort incertain, dont quelques-uns figurent sur des listes prioritaires des « cibles de haute valeur », ou « High Value Individuals » (HVI) dans le langage militaire américain. Abdelilah Himich en fait partie, ainsi que d'autres combattants francophones du djihad. Parmi eux : Salim Benghalem, ancien geôlier de journalistes français en Syrie ; Peter Cherif, un vétéran du djihad en Irak, proche des frères Kouachi, ou Fabien Clain, mentor du djihad toulousain et voix de la revendication

## L'identification des djihadistes arrêtés ou décédés fait partie des missions de renseignement

des attentats du 13 novembre 2015, à Paris. Le but des services français est clair : les neutraliser, que ce soit par une capture ou par une élimination.

Les listes des HVI que la France recherche comportent des dizaines de noms. Les ordres viennent du plus haut niveau de l'Etat, à savoir du président de la République. François Hollande avait approuvé le principe d'opérations de « mise hors d'état de nuire ». Mi-2015, il a confirmé aux journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme, auteurs du livre « *Un président ne devrait pas dire ça...* » (Stock), avoir autorisé « au moins » 4 assassinats ciblés et avoir donné des consignes de vengeance : « *Oui, l'armée, la DGSE ont une liste de gens dont on peut penser qu'ils ont été responsables de prises d'otages ou d'actes contre nos intérêts. On m'a interrogé. J'ai dit "Si vous les appréhendez, bien sûr."* »

### MACRON AUSSI FERME QUE SON PRÉDÉCESSEUR

En réalité, selon nos informations, plus d'une cinquantaine de HVI ont été exécutés entre 2013 et 2017 sur divers théâtres extérieurs, soit par les armées dans le cadre de frappes aériennes ou de raids au sol, soit par la DGSE de manière clandestine, soit indirectement par les forces de pays alliés sur la base de renseignements fournis par la France. Cette traque, qui a débuté principalement au Sahel en marge de l'opération « Serval » déclenchée au Mali début 2013, visait d'abord des chefs de groupes djihadistes armés de cette région. Elle a pris une nouvelle dimension à partir de 2015, en ciblant également des djihadistes francophones présents en Syrie et en Irak. Cette guerre secrète est loin d'être achevée. « *L'essentiel de l'encadrement de l'Etat islamique a été décimé. Mais une partie des djihadistes importants a disparu des radars* », confirme Jean-Charles Brisard, le président du Centre d'analyse du terrorisme (CAT), un think tank spécialisé. Réfugiés dans d'ultimes sanctuaires, passés dans la clandestinité ou déjà partis pour d'autres terres de djihad, ces HVI constituent toujours des dangers, ce qui mobilise les services.

Depuis son élection en mai dernier, Emmanuel Macron a réitéré, selon nos informations, les fermes instructions de son prédécesseur : « *Pas de quartier !* » Il a laissé entrevoir cette résolution lors d'une visite au siège de la DGSE, le 30 août dernier, accompagné de son coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, le préfet Pierre de Bousquet de Florian, et devant le nouveau directeur du service, Bernard Emié, un diplomate fin connaisseur du Proche-Orient. Il l'a exprimé plusieurs fois lors de conseils de Défense, notamment le 21 octobre. « *L'objectif est bien de limiter au maximum les retours en France. Pour le moment, cela fonctionne plutôt pas mal* », se réjouit un expert sécuritaire proche de l'Elysée. Florence Parly, la ministre des Armées, a d'ailleurs exprimé à sa façon son appui —>





**Les forces irakiennes ont arrêté des soldats de Daech à Mossoul : certains portaient des tee-shirts à l'effigie de la France, signe qu'ils ont côtoyé des djihadistes français. Reportage sur la bataille de Mossoul, juillet 2017.**

## Certains djihadistes francophones considérés comme dangereux ont disparu des radars, alimentant les craintes des services

à cette politique, en déclarant le 15 octobre 2017 sur Europe 1 : « *S'il ya des djihadistes qui périssent dans [les] combats [à Raqqa], je dirais que c'est tant mieux.* »

Officiellement, il n'est pas question d'opérations ciblées, ni de listes nominatives de personnes à « neutraliser ». « *Nous visons des objectifs ennemis, quels qu'ils soient. L'important n'est pas leur nationalité, mais leur dangerosité* », dit-on dans les milieux autorisés. Mais il s'agit d'un secret de Polichinelle : sous le sceau du secret défense, ces traques se déroulent bel et bien, afin d'éliminer des personnes considérées comme des menaces directes contre la sécurité nationale.

Au Levant, la chasse aux djihadistes a vraiment débuté durant l'été 2015. A cette époque, l'Etat islamique règne sans partage dans son califat, auto-proclamé un an plus tôt sur une partie de l'Irak et de la Syrie. La coalition internationale anti-Daech, réunie depuis l'automne 2014 sous les auspices des Américains, commence à essayer d'affaiblir l'organisation, en ciblant ses camps d'entraînement et ses centres logistiques. Les armées françaises y participent seulement en Irak. En coulisses, les experts de la DGSE, de la DGSI, et de la DRM s'alarment de plus en plus des risques de voir des commandos de l'EI s'entraîner en Syrie pour venir frapper en Europe. Déjà, des terroristes liés à un certain Abdelhamid Abaaoud, un jeune Belgo-Marocain parti en Syrie, ont été appréhendés à Verviers, en Belgique, en janvier 2015, puis en Région parisienne en avril. « *Nous suivions depuis le mois de janvier le réseau Abaaoud. Nous connaissions parfaitement la dangerosité du personnage* », admettra Bernard Bajolet, patron de la DGSE, devant la commission d'enquête parlementaire sur les attentats de Paris.

Après l'attaque déjouée dans le Thalys du 21 août 2015, attribuée à ce réseau, tous les services sont sur le pont. Alerté, François Hollande donne, lors du conseil de Défense du 4 septembre 2015, son feu vert à des frappes ciblées en Syrie, notamment sur un immeuble de Raqqa censé abriter Abaaoud et certains de ses complices. Mais

l'opération est annulée, par crainte de dommages collatéraux, comme le révélera *Le Monde*, quelques mois plus tard. Abaaoud est alors présenté dans une note de la DGSE comme « *un acteur clé de la menace projetée en Europe* ». C'est bien lui, ainsi que Salim Benghalem, ancien dealer de Cachan, et Fabien Clain, le djihadiste toulousain, qui sont visés, dans la nuit du 8 au 9 octobre 2015, par des bombardements français à Raqqa. Les renseignements ne sont pas assez fiables : les cibles principales échappent aux bombes. Abaaoud, lui, n'est pas sur place : en réalité, il est déjà parti depuis début août en Europe pour préparer les commandos visant Paris.

### FRAPPES CIBLÉES AU LEVANT

Après les attentats du 13 novembre 2015, la traque s'élargit. François Hollande veut frapper fort. La DGSE envoie des commandos de son service Action s'infiltrer en Irak et en Syrie pour procéder à de discrètes filatures et à quelques opérations « Homo ». Les Américains ont également proposé leurs services, notamment la mise à disposition de leurs drones armés pour les éliminer. Les états-majors français donnent leur aval aux opérations aériennes décidées par le QG de la coalition anti-Daech. Plusieurs de ces raids « mutualisés » visent des objectifs où des djihadistes francophones sont présents, au milieu d'autres recrues européennes, syriennes ou irakiennes. La liste de ces HVI exécutés par la coalition, principalement par les Américains, s'allonge au fil des mois : Charaffe al-Mouadan, un proche d'Abaaoud, tué en décembre 2015 ; Rachid Marghich, issu des filières de Trappes, et Wissen el-Mokhtari, membre de la cellule de Verviers, en août 2016 ; Romain Letellier, djihadiste du Calvados, en octobre 2016 ; Macreme Abrougui, ami de Clain, tué par une frappe française en octobre 2016 ; Walid Hamam, autre proche d'Abaaoud, fin 2016 ; Bou-baker el-Hakim, un Franco-Tunisien haut gradé dans les services extérieurs de l'EI, chef présumé d'Abaaoud, en novembre 2016 ; les Français Salah Gourmat, Sammy



Des centaines de djihadistes arrêtés en Irak attendent un jugement, dont une dizaine de Français.



Le général Abdelghani al-Assadi, responsable du contre-terrorisme irakien, ici à Mossoul, en avril 2017.





# Les menaces se déplacent de la zone syro-irakienne vers d'autres fiefs des extrémistes sunnites

ce jugement. « *C'est un gouvernement souverain, nous ne pouvons les forcer à nous les renvoyer* », dit-on côté français.

Une fois Mossoul tombée en Irak, c'est Raqqa, en Syrie, qui concentre ensuite l'intérêt des services français durant l'été 2017. Car c'est là que se cachent sans doute des djihadistes figurant sur les listes prioritaires de HVI, dont Salim Benghalem, Fabien Clain, et Abdelilah Himich. Soutenues par les Américains, les Britanniques et les Français, les Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance de groupes arabo-kurdes, lancent en juin l'assaut final de l'opération « Colère de l'Euphrate »



**Le président Macron a réitéré des consignes de fermeté, ici lors d'un conseil de Défense et de Sécurité, en mars.**

pour encercler Raqqa. Des agents de la DGSE, qui cultive de longue date des contacts avec les Kurdes, les accompagnent, attentifs au sort des cibles francophones. Les bombardements et les combats font rage, décimant les rangs de l'EI de plus d'un millier de membres. Début octobre, des pourparlers s'engagent entre les forces arabo-kurdes, qui ont, elles aussi, subi de lourdes pertes, et des commandants de l'EI assiégés dans un dernier périmètre de 2 km<sup>2</sup> de la ville. Un accord se dessine sous l'égide du Conseil civil de Raqqa, une administration mise en place par les FDS, pour laisser sortir les derniers combattants et des civils. Les Américains et les Français retardent les discussions, refusant que les djihadistes non syriens évacuent la cité. « *La dernière chose que nous voulons, c'est que les combattants étrangers soient libérés et qu'ils puissent retourner dans leur pays d'origine et causer plus de terreur* », déclare le colonel Ryan Dillon, porte-parole de la coalition. « *Notre mission est de nous assurer qu'ils vont bien mourir en Syrie, que nous allons tous les éliminer* », avait d'ailleurs confié, en juin, Brett McGurk, l'envoyé spécial américain à Raqqa, à la journaliste libanaise Jenan Moussa. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), la DGSE a surtout mentionné la présence supposée à Raqqa de quelques HVI impliqués dans les attentats de Paris, comme Abdelilah Himich, ne souhaitant pas qu'ils lui échappent.

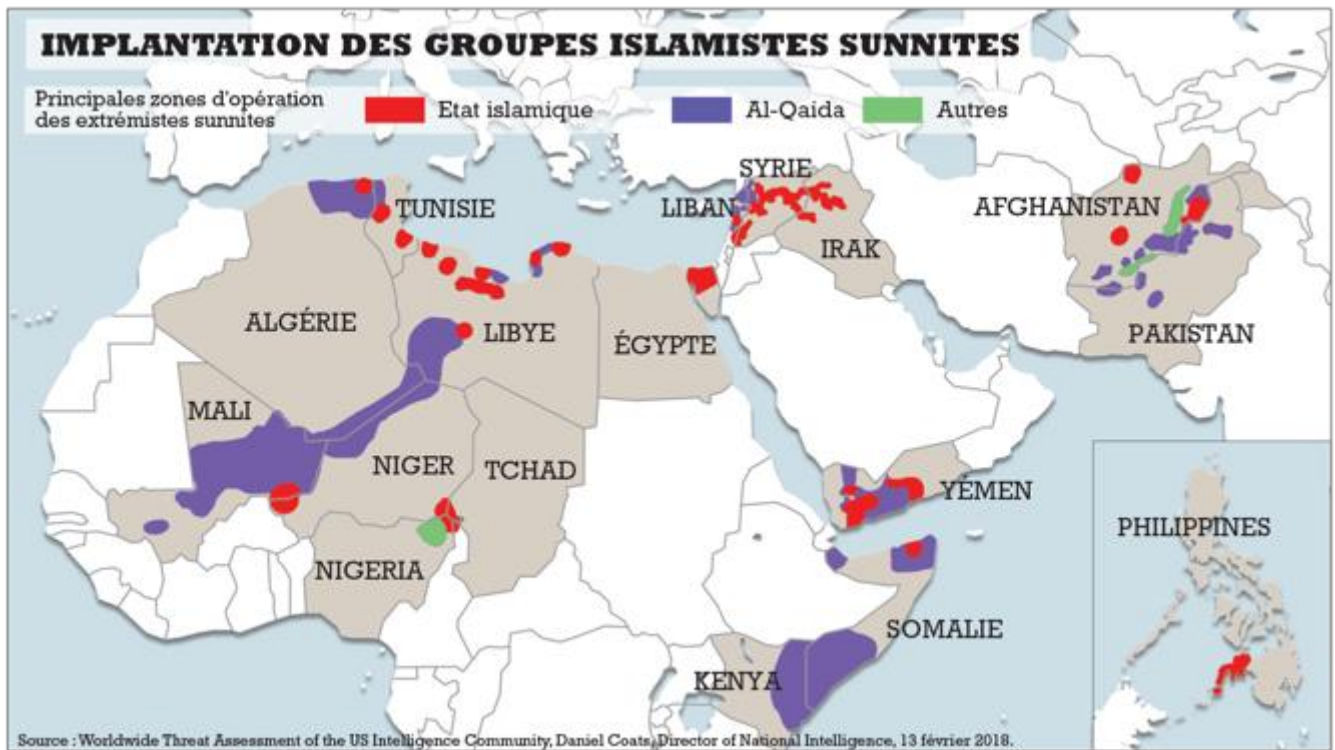
Dans la nuit du 14 au 15 octobre, une noria de bus et de camions sort pourtant de Raqqa sans encombre. A leur bord, près de 300 djihadistes auraient ainsi pu rejoindre la région syrienne de Deir ez-Zor, plus à l'est. Malgré les démentis des autorités locales, des étrangers se seraient glissés dans le convoi. Ravagée par des combats qui ont fait plus de 3 000 victimes, dont un tiers de civils, Raqqa est considérée comme « libérée » le 17 octobre. « *[...] La chute de Daech à Raqqa est un événement important, d'une certaine manière les crimes du Bataclan ne sont donc pas impunis* », se félicite alors Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères.

Certains HVI sont bien présumés décédés, comme Sabri Essid, ex-beau-frère de Mohammed Merah, qui aurait été exécuté suite à des purges sein de l'EI, où le Belgo-Marocain Oussama Atar, 33 ans, un des cerveaux présumés des attentats de Paris, qui aurait été tué lors de bombardements fin 2017. Mais la vengeance n'est pas complète. Car de nombreuses cibles ont échappé aux mailles du filet de Raqqa. Les forces arabo-kurdes continuent leur progression en Syrie. Au total, environ 1 300 djihadistes sont faits prisonniers au cours de leur avancée, dont une soixantaine de Français, retenus depuis lors dans divers camps, dans l'attente d'un sort judiciaire encore incertain. Parmi eux, un certain Yassine, issu, comme son ami Himich, de la filière de Lunel, et sa compagne, dont une interview a été diffusée sur France 2, le 21 janvier. « *Yassine dit qu'il n'a rien à voir avec Daech. Mais il a posé armes à la main sur des photos et il avait menacé de nous égorger*, rapporte le journaliste Jean-Michel Decugis, qui a cosigné une enquête sur les Lunellois dans *Un chaudron français* (Grasset). *Sur les 22 membres de ce réseau, nous avons recensé neuf tués et ces deux prisonniers. Les 11 autres ont disparu, dont Himich, qui n'a pas été déclaré mort.* ».

## DES ARRESTATIONS EN SÉRIE

Les forces kurdes arrêtent également Emilie Koenig, une Bretonne partie en Syrie en 2012 et considérée par les Américains comme une djihadiste chevronnée. Le 17 décembre, ils capturent dans la région d'Hassaké, six HVI prisées des Français, dont Thomas Barnouin, 36 ans, origine d'Albi, proche des frères Clain. Considéré comme « *le plus érudit des djihadistes français de l'Etat islamique* », ce prédicateur aurait grimpé dans la hiérarchie de Daech, avant d'être incarcéré en 2017 par ses propres mentors « *suite à des désaccords théologiques* », selon le chercheur Romain Caillet et le journaliste Pierre Puchot, auteurs du livre *Le combat vous a été prescrit* (Stock).

Les autres ? Les services français et leurs alliés poursuivent leur traque, où qu'ils se trouvent. « *Elle devient de plus en plus difficile, car l'Etat islamique est en phase de transition, avec la création de cellules clandestines et des migrations vers des groupes affiliés, dans d'autres zones de combats qui sont de plus en plus nombreuses, de l'Afghanistan à la Libye* », analyse Jean-Charles Brisard (voir carte).



Pour recueillir des renseignements et intervenir, des agents français se sont déployés en Turquie, considérée comme une véritable boîte noire, un *hub* permettant à des djihadistes de filer incognito vers de multiples destinations. En Afghanistan, les drones américains ont déjà frappé en juillet le QG du groupe Khorasan, affilié à l'EI, tuant notamment son chef, Abou Sayed. Depuis lors, les services ont repéré des arrivées de djihadistes européens au nord de l'Afghanistan. Quelques Français se seraient glissés au sein de ces filières principalement tadjiks et ouzbeks. Selon *L'Express*, au moins trois d'entre eux auraient été tués par une frappe de missile américain en janvier.

Par ailleurs, la DGSE et la DRM surveillent les flux maritimes autour de la Libye, où se seraient déjà rassemblés plus de 3 000 combattants de l'EI arrivés du Levant.

Selon nos informations, des nageurs de combat du service Action et des commandos-marine des forces spéciales mènent régulièrement des opérations de sabotage de navires de Daech en Méditerranée. Des drones américains ont également ciblé des camps de cette organisation en Libye, notamment en septembre 2017 au sud de Syrte, et en novembre, près de Fuqaha. Mais l'arrivée sur les côtes siciliennes, l'été dernier, d'au moins une cinquantaine de djihadistes d'origine tunisienne, signalée par Interpol, inquiète bien davantage les services européens. D'après la note de cette organisation internationale, révélée fin janvier par *The Guardian*, certains ont sans doute déjà franchi la frontière franco-italienne et peuvent constituer des cellules prêtes à passer à l'action sur le territoire. Un scénario qui hante les experts de la cellule Allat, plus que jamais sur le qui-vive. ■ Vincent Nouzille

### PLUS DE 300 REVENANTS SUIVIS

**S**elon le ministère de l'Intérieur, le nombre de Français encore présents en Syrie et en Irak serait de 730 adultes et 538 mineurs. Parmi eux, d'après nos sources, une dizaine seraient détenus en Irak et au moins une soixantaine retenus prisonniers en Syrie par diverses factions armées. Leur rapatriement en France ne peut intervenir qu'au « cas par cas », selon les consignes édictées en novembre par le président Macron. Le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a affirmé,

le 7 février sur BFMTV, que la plupart seront jugés en Irak et en Syrie, s'opposant ainsi aux demandes écrites de plusieurs familles de ces Français emprisonnés. Seuls les enfants peuvent, en théorie, être rapatriés systématiquement, suivant une procédure mise en place début 2017 par le ministère de la Justice avec la coopération de la Croix-Rouge et de l'aide sociale à l'enfance. Ces mineurs sont pris en charge, avec un suivi psychologique, non sans difficultés. D'après le dernier décompte du Centre d'analyse du terrorisme

daté d'avril 2018, 258 Français majeurs – 184 hommes, 74 femmes – et 68 enfants sont déjà revenus ces dernières années de Syrie et d'Irak, volontairement ou à la suite d'arrestations, notamment en Turquie. Plus de 180 ont été judiciairisés dans le cadre de procédures ouvertes à leur rencontre, dont 142 écroués et 43 suivis judiciairement. Parmi eux, 88 ont déjà été condamnés. Le flux des revenants s'est tari ces derniers mois, avec 23 retours enregistrés en 2017 et une poignée depuis début 2018.

V. N.